

QUI PRENDRAIT LA RESPONSABILITÉ DE LAISSER SOMBRE LE BURUNDI ?



Ces deux dernières semaines, la crise politique, sécuritaire et diplomatique consécutive au troisième mandat de Pierre Nkurunziza aux fonctions de Président de la République du Burundi a pris de nouvelles tournures. Deux organisations armées se sont déclarées : le FOREBU (Forces Républicaines du Burundi) dont on était au courant depuis plusieurs semaines et le RED-TABARA (Résistance pour l'État de droit).

Ensuite, les « frondeurs » issus du parti CNDD-FDD qui se dénommaient le « CNDD-FDD-Abagumyabanga baryumyeko » ont franchi le Rubicon en créant un parti politique. Enfin, après les actions du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine visant la mise sur pied d'une « Mission Africaine pour la Prévention et la Protection au Burundi », MAPROBU et la promotion de négociations inclusives, impliquant l'Opposition représentée par le Conseil pour le Respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et l'État de Droit (CNARED), les membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies viennent d'effectuer une visite au Burundi pour tenter d'infléchir les positions du pouvoir de Bujumbura. L'objectif était de l'amener à accepter le déploiement de la MAPROBU et s'engager à aller, sans préalables, dans des négociations inclusives intégrant son opposition constituée par le CNARED.

Le Burundi se trouve de nouveau à la croisée des chemins. Il doit faire un choix. Les leaders du pays, ceux au pouvoir comme ceux qui s'opposent à lui, doivent l'opérer rapidement. Ils peuvent emprunter, sincèrement et honnêtement, la voie des négociations inclusives pour résoudre efficacement la crise, fermer et éviter les risques que la situation ne dégénère dans une grave crise humanitaire aux dimensions effarantes, y compris sous une forme génocidaire. Ne pas emprunter cette voie signifierait laisser les portes ouvertes à une guerre civile dont personne n'est sûr d'en maîtriser efficacement les dérapages redoutés.

Qu'on ne s'y trompe pas. Sans ces négociations, la guerre civile est aux portes du Burundi. Le pouvoir de Bujumbura le voit et le sait très bien. Il ne peut aucunement rester les bras croisés face à des mouvements armés qui lui déclarent ouvertement la guerre. De leur côté, ces mouvements armés savent à quoi ils se sont engagés. Ils ne se laisseront pas attaquer sans résister. Ceux qui les animent sont des professionnels de la guerre, hier au sein des anciennes Forces Armées Burundaises (FAB) ou au sein des anciennes Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD), mais aussi des anciennes Forces Nationales de Libération (FNL). D'autres (RED-TABARA) paraissent être de nouveaux venus bien qu'ils annoncent que leur création remonte à l'année 2011. Pour la plupart, ils évoluaient ensemble jusque récemment au sein de la Force de Défense Nationale du Burundi (FDN) et de la Police Nationale du Burundi (PNB). Ils ont donc pris l'option de se battre contre leurs anciens camarades, s'ils ne parviennent pas à les débaucher en grand nombre et les tourner contre le pouvoir actuel de Bujumbura.

Cette évolution de plus en plus perceptible vers la guerre civile est porteuse de plusieurs autres conséquences graves. Comment réagiraient les partis politiques, les confessions religieuses, les syndicats, les médias, les organisations de la société civile, y compris celles des jeunes et des femmes ? Ici aussi, le doute n'est pas permis. Si ce scénario s'impose, des partis politiques et même d'autres de ces forces vives de la nation vont se ranger derrière l'un ou l'autre des belligérants et le soutenir d'une manière ou d'une autre. Vers qui, entre le pouvoir et ces mouvements politiques armés, penchera la balance ? Une évidence est certaine : cette perspective porterait un coup à la concorde nationale, notamment sous l'aspect de la « paix ethnique » qui était devenue une réalité depuis la mise en application de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi.

Au-delà de ces tribulations internes, une telle perspective ne laisserait pas sans réactions les pays voisins. Ce scénario augmenterait le flux de réfugiés vers la Tanzanie, le Rwanda, la République Démocratique du Congo, l'Ouganda, le Kenya, la Zambie... D'autres burundais, certes en infime minorité, se dirigeraient vers les pays occidentaux. De plus, un tel scénario ne pourra pas mettre fin aux difficultés multiples auxquelles est confrontée depuis plusieurs années la fragile économie burundaise. Ce qui pourrait s'accompagner d'une incapacité de l'État à remplir ses devoirs, y compris en ce qui concerne le paiement des salaires ainsi que la satisfaction d'autres besoins fondamentaux de la population, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation. L'autre risque grave est de voir le Burundi être transformé en un théâtre d'une guerre régionale où s'affronteraient plusieurs forces aux intérêts et alliances multiples dont aucun leader politique burundais ne peut dire qu'il en a la maîtrise !

Voilà les sombres horizons vers lesquels ceux qui s'opposent aux négociations globales et inclusives sont en train de conduire le Burundi.

La question est grave. Elle est posée à ceux qui exercent aujourd'hui le pouvoir au Burundi, à ceux qui s'opposent à eux, aux pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), à l'Union Africaine et à l'Organisation des Nations Unies. Dans cet ensemble, ceux qui s'opposent au déploiement de la MAPROBU et l'engagement rapide de négociations globales et inclusives sont largement minoritaires. Il n'y a donc pas plusieurs choix si demain on ne veut pas venir verser des larmes de crocodile sur des fosses communes où auraient été enterrées les victimes de cette apocalypse redoutée.

Les acteurs politiques burundais, qu'ils soient du pouvoir ou de l'opposition, qui se dressent en obstacles à ces actions de prévention d'une telle catastrophe doivent être marginalisés. Plutôt que de continuer à caresser le poil de la bête, il faut les mettre devant leurs responsabilités. Le langage doit être clair.

Les pays voisins du Burundi, qui se retrouvent dans la Communauté de l'Afrique de l'Est et au sein de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) doivent savoir que la paix et la stabilité dont la Région des Grands Lacs a besoin ne pourront s'imposer avec un Burundi toujours vacillant à cause des intérêts d'un homme ou d'un petit groupe, surtout quand ces intérêts ne sont liés qu'aux malversations économiques, à la corruption et même à des actions mafieuses. Ces pays doivent comprendre les inepties et le caractère farfelu de certains arguments officiellement avancés par le pouvoir de Bujumbura pour expliquer la crise actuelle. À certains, on a dit ou on dit que des Tutsis veulent reprendre le pouvoir avec le soutien du Rwanda en même temps qu'ils jouiraient/bénéficieraient de la « trahison » de leaders Hutus qui sont opposés à la violation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et la Constitution qui en est issue.

Pourtant, ces risques n'avaient jamais été évoqués avant l'éclatement de la présente crise. La situation de crise dans laquelle se trouve le Burundi ne se serait pas produite s'il n'y avait pas eu cette agression contre l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi. Ce ne sont pas les Tutsis qui ont été, ni les premiers, ni les seuls à monter au créneau contre le « troisième mandat ». Il y a eu d'abord et avant tout des Hutus. Les preuves sont abondantes. Tous les partis politiques nés depuis les années 1980 et qui, d'une manière ou d'une autre, se sont opposés au système en place au Burundi de 1962 à 1993 sont opposés à la violation de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi : les partis Sahwanya-FRODEBU, FNL (qui se reconnaît derrière Agathon Rwasa) et une frange importante du CNDD-FDD que constituent les « frondeurs ».

GIRA IJAMBO!

Peuple burundais, chers compatriotes, parce que ce pays est aussi le votre, par "Gira Ijambo", je vous propose, toutes générations confondues de vous engager avec moi dans l'édification d'« UN BURUNDI PAISIBLE ET SÉCURISÉ, RÉCONCILIÉ, DÉMOCRATIQUE, ÉCOLOGIQUE, PROSPÈRE, SOLIDAIRE, FIER DE LUI ET INTÉGRÉ DE FAÇON DYNAMIQUE DANS UNE RÉGION DES GRANDS LACS EN MUTATION».

[> CLIQUER POUR LIRE LA SUITE](#)



Le parti Sahwanya-FRODEBU, qui était à la tête des partis du G7 qui rassemblait la majorité des partis dirigés par des Hutus aux négociations d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, au moment où les Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) combattaient ce qu'elles appelaient l'« Armée Monoethnique Tutsie » (AMT) est, dans ses deux composantes (Sahwanya-FRODEBU et Sahwanya-FRODEBU NYAKURI), opposé à ce « troisième mandat ». De même, la très large majorité des leaders Hutus qui ont émergé sur la scène politique burundaise depuis 1993¹ sont opposés à ce « troisième mandat ». Tout ce monde a-t-il perdu les pédales pour se mettre aveuglement au service de causes tutsies du reste hypothétiques ? Non, ils sont opposés à la mauvaise gouvernance dont ont fait preuve ceux qui ont la mainmise sur le pouvoir depuis 2005, et plus particulièrement depuis les premières purges au sein du CNDD-FDD en 2007-2008.

Au niveau de la communauté internationale, il faut saluer les positions courageuses et constantes prises par la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, Madame Dlamini Nkosazana Zuma et le Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine. Néanmoins, il faut demeurer vigilant. Si aujourd'hui l'on doit être attentif aux menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité au Burundi et au niveau de la région, il ne faut pas perdre de vue que cela est la conséquence de ce « troisième mandat » qui viole l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et la Constitution. On ne pourrait pas faire efficacement face aux conséquences sans garder dans sa mire la cause. C'est pourquoi, le pouvoir de Bujumbura s'oppose jusqu'aujourd'hui au déploiement de la MAPROBU et à des négociations impliquant le CNARED. L'Union Africaine doit poursuivre sa démarche en traitant la question dans son ensemble (dans son tout). Il est heureux qu'elle jouisse du soutien du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de l'Union Européenne, des États-Unis d'Amérique et de nombreux autres partenaires du Burundi.

¹ Les anciens Présidents de la République Sylvestre Ntibantunganya et Domitien Ndayizeye, les anciens présidents de l'Assemblée Nationale Jean Minani, Léonce Ngendakumana et Pie Ntavoyohanyuma, les anciens vice-présidents de la République Frédéric Bamvuginyumvira, Alice Nzomukunda, Marina Barampama et Gervais Ruyikiri, les anciens présidents des partis Sahwanya-FRODEBU (Sylvestre Ntibantunganya, Jean Minani et Léonce Ngendakumana) PALPEHUTU-FNL (Agathon Rwasia) et CNDD-FDD (Hussein Radjabu et Jérémie Ngendakumana) et l'ancien chef d'État-major général de la FDN, le général-major Godefroy Niyombare ...

Le prochain Sommet des Chefs d'État qui se réunira cette semaine (25-31 janvier 2016) à Addis-Abeba devra en conséquence prendre à bras-le-corps la question burundaise. Un message clair est sans équivoque devra être envoyé au pouvoir de Bujumbura, mais aussi à l'Opposition. Personne ne remet en cause la souveraineté du Burundi. La MAPROBU que l'Afrique veut envoyer au Burundi est plutôt une manifestation de la solidarité africaine envers un État membre aujourd'hui en détresse. Les missions de cette MAPROBU ont été clairement définies.

Globalement, il s'agit de prévenir que le Burundi ne sombre dans un désordre total. Sur le plan sectoriel, cette mission devra protéger les populations dont la sécurité est menacée, surveiller les frontières du Burundi pour éviter l'infiltration de forces déstabilisatrices, désarmer systématiquement tous les groupes illégalement armés, assurer la sécurité de leaders politiques qui en exprimeraient le besoin...

De même, mettre autour d'une table de négociations les principaux groupements des protagonistes burundais de la crise actuelle est un impératif que les Chefs d'État de l'Union Africaine devront faire comprendre à tous les protagonistes de la crise burundaise. Sinon l'Afrique risquerait de s'exposer aux risques d'intervenir pour faire face à une situation ayant dégénéré et par conséquent difficile à démêler. Quant aux membres du Conseil de Sécurité qui hésitent encore, ils doivent savoir que les contrats léonins que signent aujourd'hui le pouvoir de Bujumbura n'ont aucun avenir. Un contrat n'aura de solidité que s'il intervient dans un environnement politiquement sain consécutif aux négociations souhaitées et recommandées.

La semaine qui commence est en conséquence décisive pour le Burundi. Les Chefs d'État des pays membres de l'Union Africaine devront prendre leur responsabilité afin de tracer la voie au Conseil de Sécurité des Nations Unies qui, à son tour, devrait prendre dans la foulée une forte résolution sur la situation au Burundi.

Pour que la situation au Burundi soit rapidement maîtrisée, les conditions suivantes doivent être remplies :

- L'opposition doit être unie et cohérente, non seulement autour de la crise actuelle, mais aussi pour sa restructuration et sa refondation par rapport aux élections qui mettront fin à la période de transition ;
- Les forces de résistance militaire qui sortent de l'ombre doivent être impliquées dans ces négociations ;
- Les pays de la région (Communauté de l'Afrique de l'Est) doivent harmoniser leurs positions sur cette crise de manière qu'aucun des acteurs politiques

burundais ne perçoive une faille dans laquelle il pourrait s'engouffrer pour nuire aux initiatives régionales, africaines et internationales prises pour faire face à cette situation ;

- La Médiation doit se mettre à l'écoute de toutes les parties et peser sur elles pour qu'elles s'engagent sans arrière-pensées dans des négociations incluant tous les grands groupes à travers lesquels sont organisés les acteurs burundais. Elle doit en conséquence être régulièrement présente. Une personnalité africaine de renom, davantage disponible, devrait être rapidement adjointe au Président Yoweri Kaguta Museveni pour renforcer cette Médiation ;
- Les membres encore hésitants de la communauté internationale devraient se mettre à l'évidence. Croire que le pouvoir de Bujumbura peut aujourd'hui reprendre seul la situation en mains ou ignorer les capacités de nuisance des forces de résistance qui sortent de l'ombre serait une erreur grave. La stratégie du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine doit être soutenue d'abord par le Sommet des Chefs d'État de l'Union Africaine eux-mêmes et ensuite par l'ensemble des membres du Conseil de Sécurité ;
- Enfin, ces négociations devraient être organisées sur une courte période n'allant pas au-delà de deux mois.

Gira ijambo.

Président Sylvestre NTIBANTUNGANYA

25 janvier 2016